

La dynamique d'émergence économique du Cameroun pour l'horizon 2035

The dynamic of economic emergence of Cameroon for the horizon 2035

Auteur 1 : Dr ONGUENE ATEBA Julien Grégoire

Auteur 2 : Abdoulaye BENGALY,

Dr ONGUENE ATEBA Julien Grégoire

Economiste

Logisticien des transports / Expert en Douane et Transit

Enseignant agrée à la Sorbonne Institut de Paris

Enseignant vacataire à l'Université de Bertoua et de Douala

Abdoulaye BENGALY

Doctorant à l'Institut de Pédagogie Universitaire (IPU)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES) de Bamako-Mali

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ONGUENE ATEBA .J G & BENGALY .A (2023) « La dynamique d'émergence économique du Cameroun pour l'horizon 2035 », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 17 » pp: 439 – 456.

Date de soumission : Février 2023

Date de publication : Avril 2023



DOI : 10.5281/zenodo.7925067

Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

L'objectif de cette communication est de démontrer après 50ans des modèles économiques que la dynamique d'émergence économique actuelle du Cameroun peut contribuer à l'amélioration de la structure de l'économie du Cameroun à l'horizon 2035. Au centre de l'amélioration du bien-être des populations, elle crée de la croissance économique qui elle-même induit une augmentation du revenu des populations, le produit intérieur brut et le Cameroun y voit ses structures socio-économiques et institutionnelles qui tendent vers les pays développés. Cette démonstration est faite à partir de l'analyse de l'impact des variables endogènes telles que le taux de croissance économique sur le long terme. Il ressort des simulations des résultats empiriques, que l'émergence économique ne contribuera pas assez au bien-être des populations à l'horizon 2035, à cause du modèle théorique du "Big push" choisit dans un horizon temporel trop ambitieux.

Mots clés : Emergence économique, Gouvernance, Croissance économique, Développement, Bien-être

ABSTRACT

This paper seeks to demonstrate that the dynamics of economic emergence in Cameroon can contribute to development the structure of economic in Cameroon by 2035. At the core of the improvement of the wellbeing of the population, this is because it brings about economic growth which in turns leads to an increase in revenue for the population, the Gross Domestic Product (GDP) of Cameroon and the country itself sees through economic emergence its socio-economic and institutional structures moving ahead like those of developed countries. This demonstration stems from the analyses of the impact of endogenous variables such as long term economic growth rate. Empirical results show that economic emergence will not contribute enough to the wellbeing of the population by 2035 due to the chosen "big push" theoretical model in a more motivated temporal horizon.

Key Words: Economic Emergence, Governance, Economic Growth, Development, Wellbeing.

1. Introduction

Depuis une dizaine d'années, s'inspirant du miracle chinois, nombre de pays dans le monde et en Afrique en particulier affichent leurs ambitions de devenir des pays émergents. Mais avec des disparités sur la période d'atteinte de cet objectif pour certains pays africains : Bénin en 2025, Guinée Equatoriale en 2020, Sénégal en 2035, Gabon en 2025, Burkina Faso en 2025, Tchad en 2030, Cameroun en 2035, Congo en 2025, RDC en 2030. A l'origine, l'émergence est un concept financier (Agtmael, 1981). En réalité, la dérégulation des marchés financiers dans les pays développés, la crise mondiale de la dette et la libéralisation du commerce ont accéléré l'internationalisation et la diversification des placements de capitaux privés vers des marchés dits émergents. Dans le sillage des marchés financiers émergents, les économistes ont identifié des pays émergents qui, par leur attractivité financière, se démarquent du lot traditionnel des pays pauvres¹.

En Afrique Subsaharienne, le facteur le plus visible pour qualifier les pays émergents est sans doute le taux de croissance de leur PIB. Pour la majorité des pays africains, les performances et les perspectives à long terme de ces grands pays émergents sont une source d'inspiration pour leur développement. Une ambition d'émergence des pays d'Afrique subsaharienne difficilement mesurable et comparable (Lo, 2006). A partir de sa définition, le cabinet VIZEUM² définit un indicateur pour mesurer les progrès des pays ayant pour ambition de devenir émergent.

Le cabinet VIZEUM propose une définition de l'émergence sur laquelle les pays peuvent s'appuyer pour formuler leurs ambitions d'émergence. Un pays émergent est un pays qui en faisant le choix de profiter de la mondialisation des flux de capitaux et de la libéralisation du commerce et des innovations mondiales, se démarque d'un groupe de pays structurellement comparable en :

- identifiant ses avantages comparatifs pour participer à la demande mondiale de biens et de services qui lui permettront de soutenir une croissance économique durable supérieure à celle des pays détenteurs de capitaux,

¹ Mais aucune liste consensuelle de marchés et de pays émergents ne s'est imposée, laissant la place à des classements selon l'interprétation des agences de notation, des banques d'affaires et des fournisseurs d'indices.

² L'émergence économique : signification, contraintes et trajectoire pour le Congo. Par Jean Louis PORTELLA, Directeur associé VIZEUM Management Consulting.

- offrant les meilleures conditions économiques et financières d'attractivité des investissements privés extérieurs qui financent sa croissance économique,
- répartissant équitablement les fruits de sa croissance pour élever le niveau et la qualité de vie de sa population.

Cette définition nous enseigne que l'émergence n'est pas absolue et qu'elle doit premièrement être mesurée par rapport à un groupe de pays. Pour ce faire, il y a lieu d'établir un classement des nations qui prenne en compte les pays émergents. Le Cameroun doit-il prendre l'émergence comme modèle de développement ? L'ambition d'être un pays émergent, aussi louable soit-elle doit être tempérée par le fait que l'émergence en tant que modèle implique des choix de développement qui devront être confirmés par le diagnostic de Cameroun vision 2035.

Le 30 Avril 2006 marque donc un tournant dans l'histoire économique du Cameroun. En effet, l'atteinte du point d'achèvement tournait une page de près de deux décennies d'ajustement structurel et ouvrait une nouvelle dynamique à l'économie camerounaise. Le cadre de référence est depuis lors le DSCE qui se complète par le document « Cameroun vision 2035 ». Dorénavant, le Cameroun peut rêver et voir la structure de son économie s'améliorer.

(Ngoa, 2017) démontre que le DSCE voit le jour en 2009 dans l'idée de corriger d'une part les défaillances du DSRP et s'inscrire dans une perspective de durabilité. Au-delà des définitions parfois floues et de l'optimisme de certains acteurs, cette nouvelle dynamique s'inscrit dans la recherche d'un taux de croissance élevé depuis 2010 pour être en phase avec les prévisions et ceci sur une longue période. C'est l'enjeu du thème : « La dynamique d'émergence économique du Cameroun pour l'horizon 2035 » qui nous permet dans le cadre de ce papier, de se poser la question de recherche suivante :

Le modèle économique initié dans le DSCE et dans la SND30 peut-il contribuer à l'émergence économique du Cameroun à l'horizon 2035 ?

Les débats les plus récurrents au Cameroun à ce sujet mettent l'accent sur un modèle fondé sur l'agriculture de seconde génération³. Une politique énergétique conséquente qui va impulser le développement de l'industrie et par conséquent un taux de croissance élevé. D'autres Auteurs tels que (Schultz, 1960) et (Becker, 1964) mettent l'accent sur le capital humain, d'autres tels que (Di Maggio, 1997) et (Ménard, 2003) considèrent la bonne gouvernance comme un déterminant de l'émergence économique.

³ Les moins futés la définissent simplement comme le passage de la houe au tracteur. En d'autres, la mécanisation de l'agriculture

L'objectif de cette recherche est de questionner, juger et d'analyser la pertinence ou l'efficacité de la politique économique implémentée dans le DSCE pour l'horizon attendu, l'efficacité étant l'atteinte des objectifs fixés. Pour atteindre cet objectif, nous faisons deux hypothèses :

- *La maîtrise de la croissance démographique contribue efficacement à la croissance économique*
- *Le développement de l'agriculture accélère la croissance économique*

Le présent papier se structure autour de quatre parties : 1-une introduction, 2-une revue de la littérature, 3-méthodologie de la recherche, 4-conclusion.

2. Revue de la littérature

2.1. Une définition complexe ou multiforme de l'émergence économique

L'analyse conceptuelle nous enseigne que l'émergence économique n'est pas absolue et qu'elle doit premièrement être mesurée par rapport à un groupe de pays. Pour ce faire, il y a lieu d'établir un classement des nations qui prenne en compte les pays émergents.

Les scores de l'indicateur INME du cabinet VIZEUM permettront à chacun des pays de s'étalonner par rapport à des pays aux structures initiales comparables et d'évaluer leur progression vers les pays émergents les plus performants. Les premiers résultats permettent de dégager six groupes de pays :

- Groupe 1 Pays riches : Pays développés ou avancés selon les principaux classements de l'OCDE, du FMI ou de la Banque Mondiale.
- Groupe 2 Pays émergents convergents : ces pays ont intégré toutes les composantes des économies de marché des pays développés, possèdent pratiquement les caractéristiques des pays développés. Ils connaissent une croissance économique au moins deux fois supérieure à celle des pays développés mais leur revenu par habitant est encore inférieur à celui des pays développés.
- Groupe 3 Pays émergents stagnants (ou divergents) : Pays qui possèdent les mêmes caractéristiques que les pays émergents convergents en dehors du fait que leur croissance est inférieure à celle des pays développés et à fortiori à celle des pays émergents convergents.
- Groupe 4 Pays à revenu intermédiaire pré émergents : pays qui possèdent un revenu par habitant intermédiaire, qui ont engagé des réformes allant dans le sens de l'émergence. Mais, qui doivent encore faire des efforts par rapport à certains critères (PIB, exportations, sophistication du système financier...).

- Groupe 5 Pays à revenu intermédiaire rentiers : pays dont le PIB est en majorité porté par l'industrie extractive et qui n'attirent des investissements privés que dans ces secteurs. Il s'agit généralement de pays à revenu intermédiaire mais qui n'ont engagé aucune réforme les amenant vers l'émergence (investissement public prédominant par exemple). L'engagement de réformes les conduirait vers les pays à revenu intermédiaire pré émergents.
- Groupe 6 Pays Pauvres : pays pauvres qui quelque soit le modèle économique, ont une croissance insignifiante, qui les rendent peu attractifs pour les investissements privés. Ainsi, l'investissement public ou l'aide au développement sont insuffisants pour les sortir de la pauvreté.

Selon (FMI, 2005), au regard de cette classification, les « *pays émergents* » sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. Tant, au niveau quantitatif, ce décollage (une analogie parfois utilisée) des activités productrices que, au niveau qualitatif, la complexification, la diversification de l'économie et de la société en rupture avec l'ancien modèle, avec apparition de caractéristiques nouvelles, correspondent à la notion d'émergence appliquée à l'économie.

Le concept de « *pays émergents* » apparaît dans les années 1980 avec le développement des marchés boursiers dans les pays en développement. Le premier à utiliser le terme « marchés émergents » en 1981 est Antoine van Agtmael, économiste néerlandais à la Société financière internationale, pour parler « *de pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs* »⁴. La définition des *pays émergents* (ou "économies émergentes") est évidemment floue. On considère généralement que les pays émergents sont les pays en développement qui ne font pas partie des pays les moins avancés (A.V, Agtmael, 1980). La définition est parfois réduite à celle de nouveaux pays industrialisés. Les premiers de ces pays, les quatre dragons asiatiques, ne sont d'ailleurs plus "émergents" : ils ont successivement "émergé" dès la fin des années 1980.

Pour (Meier et Gérard, 1995) le champ de recherche sur les relations entre Emergence et bien-être des populations commence à se dessiner depuis le milieu des années 1980. A cette période, la prise de conscience et l'intérêt grandissant pour le développement prend une ampleur

⁴ Sylvia Delannoy, *Géopolitique des pays émergents - Ils changent le monde*, PUF, 2012

nouvelle avec les mutations de certains pays. Pourtant elle n'est désormais plus une théorie mais une réalité avec des effets concrets (Ohmae, 2006). Parmi ces effets, l'émergence et récemment l'influence grandissante des grands pays émergents se sont imposées aux pays industrialisés sur la scène internationale.

Conceptualisé par l'économie (O'Neill, 2001), développé et nourri par les fonds d'investissements, le terme BRIC désignait les quatre principales économies émergentes en mesure de remodeler le paysage économique mondial⁵. Un pays était dit émergent à partir de trois critères : un niveau de richesse par habitant moyen inférieur à 70% des pays industrialisés⁶, une participation croissante aux échanges internationaux supérieure de 2% par an à la croissance des échanges mondiaux, et à l'attractivité de ces pays sur les flux internationaux de capitaux. Le premier facteur participant à l'émergence et la formalisation des pays émergents a été le tournant libéral né de l'ajustement structurel.

2.2.La modélisation de l'émergence économique

Cette thématique semble nouvelle, car ; les travaux liés ne sont pas assez nombreux et remontent à la fin des PAS dès 2000 pour certains pays africains et surtout par les résultats impressionnants de l'économie chinoise à la fin des années 90. Il n'existe pas assez de travaux ayant entrepris une analyse de l'émergence économique des pays africains pris individuellement. En général, ces études se limitent au BRIC et aux dragons d'Asie et utilisent des modèles d'équilibre général calculable (MEGC) et les modèles économétriques simples. Les modèles théoriques tels que ceux de Rostow(1960) et Lewis(1954) en s'inscrivant dans la pensée du développement démontrent que c'est la croissance linéaire par étapes et le changement structure qui inhibe cette dynamique. A la suite de Lewis(1954), Fei et Ranis(1964) démontre qu'une politique économique assise sur l'accumulation du capital dans l'industrie est la clef du développement économique. Le travail n'est pas une contrainte (offre infinie), le maintien des salaires bas augmente les profits et favorise l'industrialisation. Comme le soutient Bhagwati(1950), le développement dépend plus de l'accroissement de la productivité du capital que de l'accroissement du taux d'investissement.

⁵ Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

⁶Pour le CEPII en 1996

(Lewis, 1954 ; Ranis & Fei, 1961) ont démontré que le secteur moderne absorbe le surplus en attirant la main-d'œuvre en offrant un salaire légèrement supérieur à la rémunération du secteur traditionnel. Pour (Haussmann, Pritchett et Rodrik; 2005) cette théorie prévoit donc un effet positif de la migration sur le secteur de départ en contribuant à réduire le chômage déguisé qui y prévaut et à égaliser les différences de rémunérations entre les secteurs.

Chenery, Robinson & Syrquin(1986) dans une étude comparative entre pays et une analyse temporelle démontre qu'il s'agit d'une identification des caractéristiques du développement. Avec le passage d'une économie agricole à une économie industrielle, une accumulation du capital physique et humain ont un changement dans la demande de consommation (Cohen et Soto, 2002). Cependant, l'approche empirique laisse apparaître des problèmes de causalité pouvant entraîner des erreurs dans les recommandations de politique économique.

Rodrick (2006) évoque les limites du libre-échange dans le « consensus de Washington ». Il résume par sa déclaration que si le libre échange est bien, la meilleure solution dans le monde idéalisé des théories économiques standards est loin de cet idéal. Et cela a pour conséquence que des politiques alternatives peuvent s'y avérer plus performante que le pur libre-échange. North (1990) explique dans son livre que l'existence des institutions peut réduire l'incertitude en structurant la vie quotidienne. Acemoglu, Johnson et Robinson(2005) démontrent qu'elles peuvent aussi baisser les «coûts de transactions» pendant les processus des échanges et de la production, donc joue un rôle important sur la performance économique. Pour Stiglitz(2004), les actions du FMI lors de la crise asiatique et de la transition des ex-pays communistes vers l'économie de marché ont eu une influence néfaste sur les situations économiques des pays concernés.

Pour retrouver une efficacité, Stiglitz(2004) recommande de réduire les compétences du FMI pour le ramener à sa mission originelle qui est de soutenir le commerce international d'insister davantage sur la création d'une infrastructure institutionnelle lors de ses interventions.

(Lafaye et Ould-Ahmed, 2007 ; Fine, 2006) poursuivent leur analyse sur la pertinence des institutions et de l'Etat dans le développement⁷ et sont rejoints par Alejandro et Smith(2008) qui développent leurs analyses sur le rôle des institutions sur le développement en Amérique latine avec une étude comparative sur le contexte international. Une preuve d'un retour à

⁷ "Les contours d'un projet institutionnaliste en économie du développement" in Lafaye de Micheaux E., Mulot E. et Ould-Ahmed P., *La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

l'interventionnisme dans le développement, combiné à des modèles alternatifs plus pragmatiques selon Aghion, Philippe & Howitt, Peter(1992).

En somme, les travaux théoriques et empiriques démontrent que la politique économique envisagée dans le cadre d'une perspective d'émergence économique est corrélée à la croissance économique et susceptible d'améliorer le bien-être des populations.

3. Méthodologie de recherche

L'analyse empirique que nous avons menée permet de relever que l'émergence économique n'est pas une spécificité du Cameroun, d'une part, et peu à même temps contribuer au développement du bien-être, d'autre part.

3.1.Cadre empirique de l'impact de l'émergence économique du Cameroun

L'approche méthodologique utilisée pour répondre à la question de recherche repose sur deux principaux outils. Le modèle de régression linéaire de Bloom, Canning et Malaney (1999), Dao (2012) et Sija (2013), qui nous a permis d'évaluer l'effet de la démographie sur l'émergence économique du Cameroun. Le modèle de régression linéaire agriculture et croissance économique de (Kanwar, Yao ; 2000) pour l'évaluation de l'impact de l'agriculture sur l'émergence économique du Cameroun. L'analyse a été faite avec les techniques statistiques et économétriques et couvre une période d'observation de 1980 à 2014.

Pour tester nos deux hypothèses, les données secondaires utilisées dans cette étude couvrent la période 1980-2014 et proviennent de plusieurs bases. Nous avons notamment collecté les statistiques de l'INS, de la BEAC, du MINFI et de la Banque Mondiale. Pour ce faire, l'exploration de quelques bases a été nécessaire :

Le TOFE (Tableau des Opérations financières de l'Etat) fourni par le Ministère des Finances en collaboration avec l'INS (Institut National de la Statistique); La base de données de la BAD (Banque Africaine de Développement); World Development Indicator (WDI) ; WGI (World Government Indicator) ; BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population).

Les motivations liées au choix des approches statistiques reposent sur l'importance d'analyser et discuter en statistique descriptive les résultats. Ceci en faisant un état des lieux ou mieux une analyse rétrospective sur l'évolution de certaines variables macroéconomiques à mi- moitié de l'implémentation de la première phase du DSCE de première génération. Enfin, faire une

projection sur ces indicateurs pour l'horizon pour voir s'ils sont au niveau où l'on pourrait conclure que le Cameroun sera émergent à l'horizon 2035.

Le traitement des données s'est effectué grâce à l'utilisation des logiciels Excel et Stata 2011. Le logiciel Excel a servi pour la préparation, le montage de la base des données et la construction des graphiques. Le logiciel Stata 2011 a permis d'estimer le modèle économétrique et de ressortir les résultats de l'étude.

Pour la première hypothèse, le modèle économétrique que nous utilisons dans cette étude permet d'examiner l'effet de la démographie sur l'émergence économique du Cameroun. Il sera estimé par la technique des moindres carrés ordinaires. Ce modèle économétrique se présentera comme suit :

$$TCPIBRH_t = \beta_0 + \beta_1.LNPIBRHB_t + \beta_2.LNPOPACTIV_t + \beta_3.TCPOP_t + \beta_4.TCPOPACTIV_t + \beta_5.DENSI_t + \beta_6.ESPERAN_t + \varepsilon_t$$

t = indique la période d'observation qui va de 1980 à 2014 ; $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$ et β_6 sont les paramètres à estimer du modèle ; ε_t est le terme d'erreur.

La spécification du modèle concerne la variable endogène et les variables exogènes.

La variable endogène (TCPIBRH) sera représentée par le taux de croissance du produit intérieur brut réel par habitant du Cameroun (TCPIBRH).

Les variables exogènes sont : Le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun (PIBRHB), la variable (POPACTIV) représente la population active du Cameroun. Elle désigne la part des travailleurs dans la population totale, la variable taux de croissance de la population (TCPOP), la variable taux de croissance de la population active (TCPOPACTIV), la variable de la densité de la population camerounaise (DENSI), la variable (DENSI) représente la densité de la population camerounaise, la variable (ESPERAN) désigne l'espérance de vie à la naissance de la population camerounaise

Période d'observation : 1980-2014 ;

Nombre d'observation : 35

Tableau 1: résultats de l'estimation du modèle économétrique par la méthode de MCO

Source	SS	df	MS
Model	0.044212827	6	0.007368805
Residual	0.033804602	28	0.001207307
Total	0.07801743	34	0.00229463

Number of obs	= 35
F(6, 28)	= 6.10
Prob > F	= 0.0004
R-Squared	= 0.5667
Adj R-Squared	= 0.4739
Root MSE	= 0.03475

Les Variables

TCPIBRHB	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	[95% conf. Interval]	
LNPIBRHB	0.3390403 *	0.100334	3.38	0.002	0.1335154	0.5445652
LNPOPACTIV	-0.3798071	0.8470057	-0.45	0.657	-2.11482	1.355206
TCPOP	- 1.176971*	0.3027835	-3.89	0.001	-1.797195	-0.5567473
TCPOPACTIV	- 0.0871154	0.0604041	-1.44	0.160	-0.2108475	0.0366167
DENSI	-0.0219525*	0.006489	-3.38	0.002	-0.0352446	-0.0086604
ESPERAN	0.0425352**	0.0183096	2.32	0.028	0.0050297	0.0800407
C	- 0.9716407	3.290666	-0.30	0.770	-7.712265	5.768984

Source : l'auteur à partir des résultats de Stata 2011

* indique la significativité des paramètres du modèle à 1%.

** indique la significativité des paramètres du modèle à 5%.

Les résultats de l'estimation indiquent que le modèle linéaire général estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires est globalement significatif. En effet, la p-value de Fisher (Prob > F = 0,0004) est significatif à 1%. En outre, la valeur du coefficient de détermination R² obtenue dans le modèle se chiffre à 0,5667 (tableau 3). Ceci signifie que la variation du taux de croissance du Produit Intérieur Brut Réel par Habitant (variable endogène) est expliquée à 56,67% par la variation des variables exogènes. Cette valeur du coefficient de détermination R² (0,5667) traduit par conséquent la bonne qualité d'ajustement du modèle estimé.

Notre étude relève que le produit intérieur brut réel par habitant influence positivement et de manière significative la croissance économique du Cameroun. En effet, une hausse de 10% du produit intérieur brut réel par habitant accroît de 3,4% la croissance économique camerounaise. Dans le modèle économétrique, le coefficient de la variable produit intérieur brut réel par habitant (**LNPIBRHB**) est significatif à 1%. De façon générale les revenus obtenus par les ménages camerounais demeurent encore faibles. Par contre, la population active (**LNPOPACTIV**) agit négativement et de manière non significative (à 10%) sur la croissance du PIB réel annuel par habitant camerounais. La présente étude met en exergue une relation négative et significative entre le taux de croissance du PIB réel annuel par habitant et la densité de la population camerounaise. Ainsi, une hausse de 10% de la densité de population camerounaise diminue de 0,21% le taux de croissance du PIB réel annuel par habitant enregistré dans ce pays. Le coefficient de la variable densité (**DENSI**) est significatif au seuil de 1%.

L'espérance de vie à la naissance (**ESPERAN**) influence positivement et de manière significative (à 5%) le taux de croissance du PIB réel annuel par habitant.

En définitive, les résultats de l'estimation du modèle économétrique montrent que le produit intérieur brut réel par habitant et l'espérance de vie à la naissance agissent positivement et significativement sur la croissance économique réelle du Cameroun. A contrario, le taux de croissance de la population camerounaise et la densité de la population influencent négativement et significativement la croissance économique réelle du Cameroun.

Pour la deuxième hypothèse, le modèle économétrique que nous utilisons dans cette étude permet d'examiner l'effet des instruments du DSCE sur l'émergence économique du Cameroun. Il sera estimé par la technique des moindres carrés ordinaires. Ce modèle économétrique se présentera comme suit :

$$\text{LNPIBRHB}_t = \beta_0 + \beta_1.\text{LNVagr}_t + \beta_2.\text{LNVindus}_t + \beta_3.\text{LNVserv}_t + \beta_4.\text{LNinv}_t + \beta_5.\text{LNdepub}_t + \beta_6.\text{LNCaphu}_t + \beta_7.\text{LNRDD}_t + \beta_8.\text{LNOUV}_t + \varepsilon_t$$

Toutes ces variables ont été linéarisées par le logarithme népérien (LN)

t= indique période d'observation qui va de 1980 à 2014 ; $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5, \beta_6, \beta_7$ et β_8 sont les paramètres à estimer du modèle ; ε_t est le terme d'erreur.

La spécification du modèle concerne la variable endogène et les variables exogènes.

- La variable endogène

Dans ce modèle économétrique, la variable endogène (PIBRHB_t) indique le Produit intérieur brut réel par habitant du Cameroun en monnaie locale constante au cours de l'année t.

- Les variables exogènes sont : Valeur ajoutée réelle du secteur agricole du Cameroun (Vagr), Valeur ajoutée réelle du secteur industrielle du Cameroun (Vindus), Valeur ajoutée réelle du secteur des services du Cameroun (Vserv), L'investissement du Cameroun (INV), Les Dépenses publiques gouvernementales (depub), Le capital humain du Cameroun (caphu), Le Ratio de dépendance démographique (RDD), L'ouverture commerciale du Cameroun (OUV).

Période d'observation : 1980-2014 ;

Nombre d'observation : 35

Tableau 2: résultats de l'estimation du modèle économétrique par la méthode de MCO

Source	SS	df	MS
Model	0.748008394	8	0.93501049
Residual	0.028555198	26	0.001098277
Total	0.776563592	34	0.022840106

Number of obs	= 35
F(8, 26)	= 85.13
Prob > F	= 0.0000
R-Squared	= 0.9632
Adj R-Squared	= 0.9519
Root MSE	= 0.03314

Les Variables

LNPIBRHB	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LNvagr	-0.2778742 *	0.0700109	-3.97	0.001
LNvindus	0.2428504**	0.1161525	2.09	0.046
LNvserv	0.348819 *	0.1133291	3.08	0.005
LNINV	0.2168757 *	0.0614157	3.53	0.002
LNdepub	-0.0956058	0.0856533	-1.12	0.275
LNcaphu	-0.0161637	0.0529302	-0.31	0.763
LNRDD	-0.4161123	0.7679485	-0.54	0.593
LNOUV	0.1367401**	0.0565618	2.42	0.023
C	4.931648	2.806004	1.76	0.091

Source : l'auteur à partir des résultats de Stata 2011

* indique la significativité des paramètres du modèle à 1%.

** indique la significativité des paramètres du modèle à 5%.

Les résultats de l'estimation indiquent que le modèle linéaire général estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires est globalement significatif. En effet, la p-value de Fisher (Prob > F = 0,0000) est significatif à 1%. En outre, la valeur du coefficient de détermination R² obtenue dans le modèle se chiffre à 0,9632 (tableau 4). Ceci signifie que la variation du Produit Intérieur Brut Réel par Habitant (variable endogène) est expliquée à 96,32% par la variation des variables exogènes. Cette valeur du coefficient de détermination R² (0,9632) traduit par conséquent la bonne qualité d'ajustement du modèle estimé.

Notre étude révèle que le secteur agricole influence négativement et de manière significative le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. Par contre, le secteur de l'industrie (**Vindus**) et le secteur des services (**Vserv**) agissent positivement et de manière significative sur le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. De même, le secteur des services exerce un effet positif et significatif (à 1%) sur le PIB réel annuel par habitant camerounais. L'investissement (**INV**) agit positivement et de manière significative (à 1%) sur le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. Les dépenses publiques (**depub**) exercent une influence négative et non significative sur le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. L'indicateur d'efficacité du gouvernement a connu deux évolutions sur la période 2010-2015. Entre 2010 et 2013, l'efficacité du gouvernement camerounais s'est dégradée passant de -0,89 en 2010 à -0,9 en 2013. Dans le même sillage, le capital humain (**caphu**) agit négativement et de manière non significative sur le PIB réel annuel par habitant camerounais.

Notre étude montre que le ratio de dépendance démographique (RDD) exerce un effet négatif et non significatif (à 10%) sur le PIB réel annuel par habitant camerounais.

Enfin, l'ouverture commerciale (OUV) exerce un effet positif et significatif (à 5 %) sur le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun.

3.2.L'urgence d'un recadrage du modèle

La modélisation de l'émergence économique est sujette à des menaces, risques et hypothèques⁸. La réalisation des ambitions fixées et l'atteinte des objectifs ainsi arrêtés nécessitent de maîtriser certains facteurs institutionnels, politiques, sociologiques et internationaux qui se présentent comme des freins à la vision. Car, les résultats mitigés démontrent que des ajustements sont nécessaires pour une évolution rapide du taux de croissance

Le principal défi à relever dans le secteur rural concerne le passage à une production rurale semi intensive et industrielle qui permettra : (i) d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation interne, (ii) d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, (iii) de développer les exportations et améliorer ainsi la balance commerciale⁹. Faire passer la part de l'industrie manufacturière à environ 12% du PIB à l'horizon 2020 constitue le défi que le Gouvernement voudrait relever dans l'industrie camerounaise. Tandis que le défi dans le secteur des services sera un développement du secteur des services orienté vers l'utilisation intensive des TIC et des technopôles afin que le pays devienne un " exportateur net " de services.

Bien que la lutte contre la corruption¹⁰ reste un défi majeur pour le Cameroun, et un écueil pour la croissance de son économie et de son commerce, la situation du pays s'améliore graduellement. Le développement d'un système de production d'électricité fiable est la condition d'une modernisation de l'économie et de l'expansion des activités du secteur privé. Ainsi, les profils de croissance définis dans le scénario de référence ont attribué un rôle catalyseur à ce secteur.

Au plan international, c'est la mondialisation avec sa cohorte de contraintes qu'il faut anticiper ainsi que la grandissante influence de l'économie nigériane. Les disparités des pays de la CEMAC avec effet contagion accompagnée des chocs exogènes. La mise en place d'un accord

⁸ Document Cameroun vision 2035

⁹ (DSCE, page 14, 1.4)

¹⁰ Quelques réformes en matière de lutte contre la corruption ont été amorcées par le Cameroun dès 2005 en vue de renforcer l'attrait du Cameroun aux investissements : une Chambre des comptes ainsi que l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) ont été mises sur pied, ainsi qu'une Commission nationale anti-corruption (CONAC).

intérimaire au détriment des autres pays de la CEMAC semble être un retour à la zone de libre-échange. Si le Cameroun avait plus à perdre, il est évident que l'accord a un impact en termes de mise à niveau et de la structure des biens échangés surtout avec les exigences qu'imposent la problématique des normes.

Ces risques sont plus actuels et s'appuient sur une observation empirique des projets non réalisés ou qui tardent à être mis en place. Ceci à cause des aléas de la conjoncture économique internationale, des problèmes de gouvernance et autres cycles économiques au niveau de la sous-région (ralentissement de l'activité économique en zone CEMAC)¹¹ et à l'échelle internationale. Les phénomènes liés aux anticipations irrationnelles se manifestent par le comportement de l'agent économique qu'est l'Etat du Cameroun. En effet, la décision d'organiser un événement comme la coupe d'Afrique des nations en 2019, génère des coûts énormes. A côté de ce chantier sportif, l'on note également les prévisions irrationnelles des recettes pétrolières. Beaucoup de programmes faisant actuellement l'objet de discussions en vue d'un appui du FMI visent à faire face aux déséquilibres et besoins de financement spécifiques à chaque pays, qui varient considérablement d'un cas à l'autre.

¹¹ Rapport du FMI No. 17/176 publié sur la CEMAC en septembre 2017

4. Conclusion

Il s'agissait, dans le présent papier de voir si la modélisation de l'émergence économique du Cameroun vu du DSCE et de la SND30 peut contribuer efficacement à l'émergence économique à l'horizon 2035. Sur ce point, les résultats démontrent une significativité des résultats, mais relativement faibles pour enclencher un taux de croissance élevé et par conséquent l'émergence économique à l'horizon 2035.

Il ressort que depuis la mise en place du DSCE et la plus tard SND30, les projets structurants de 1^{ère} et 2^{ème} génération n'évoluent pas à une vitesse espérée et sont très coûteux. Conséquence, la croissance économique est loin des niveaux escomptés. A cela s'ajoutent les incertitudes endogènes et exogènes. Les APE sont une incertitude à la politique budgétaire. Les crises socio politiques (Crise Anglophone), sécuritaires liées à Boko Haram et différents imprévus (accidents, grèves et autres...) qui entraînent un déficit budgétaire et par là un endettement nouveau avec un nouvel emprunt obligataire en 2017 après ceux de 2010, 2013, 2014, 2016. L'horizon temporel de 25 ans modélisé dans le DSCE en 2010 et dans la SND30 depuis 2020 semble très ambitieux, au regard des pays comme la Malaisie qui se sont donnés 50ans. La modélisation des variables résiduelles, si elles ont été minimisées (Exemple de l'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de 2019), les dynamiques intégrées au DSCE telles que le PLANUT confirment les inquiétudes. Ajoutée à cela la livraison tardive de certaines infrastructures telles que le complexe industrialo-portuaire de Kribi et autres.

La liste de ces clichés est loin d'être exhaustive. Si l'on intègre l'hypothèse des chiffres sur la population qui ont fait l'objet d'une modélisation à 22 millions d'habitants dans le DSCE et la SND30, on pourrait s'interroger sur les résultats des enquêtes sur le terrain. Ces derniers démontreraient que certaines personnes n'ont pas été recensées, conséquence des erreurs dans la vision. Car, toute planification du développement en dépend, et est corrélée à la croissance économique.

Bibliographie

- Acemoglu, D., Johnon S., Robinson J. 2005.** *Institutions as the fundamental cause of long-run growth*. In Handbook of Economic Growth by Ph. Aghion & S. Durlauf. Elsevier: 2005
- Aghion, Philippe & Howitt, Peter, 1992.** *A Model of Growth through Creative Destruction*. Econometrica, Econometric Society. vol. 60(2), pages 323-51,
- Banque Mondiale 2007.** *Doing Business 2007*
- Berthélémy, J.C. 2005.** *Clubs de convergence et équilibres multiples*. Conférence ABCDE de la Banque Mondiale. Dakar
- Barro, R. J. & Sala-i-Martin X. 1992.** *Convergence*. Journal of Political Economy. Vol. 100, n°2, 1992
- Boserup., (1970),** « Evolution Agraire et Pression Démographique », Nouvelle Bibliothèque Scientifique, vol 80, n°441, pp 593-594.
- Boutillier J.L., (1971),** « Croissance Economique et Croissance Economique en Côte d'Ivoire », Cahier ORSTOM, Séries Sciences Humaines, vol VII, n°1.
- Boudon R., (1984),***La place du désordre*, PUF, Paris.
- Boyer R., (2008),** « Les formes du capitalisme en pays émergents, entretien avec Robert Boyer », in Jaffrelot C., *L'enjeu mondial, les pays émergents*, Les Presses de Sciences Po-L'Express, Paris, p. 55-66.
- Cohen D. et Soto M. 2002.** *Why are Some Countries so Poor? Another Look at the Evidence and a Message of Hope*. OECD Development Centre Working Papers. No. 197, 10.
- De Melo Martha, Cevdet D., Gelb A., (1996),** « From Plan to Market: Patterns of Transition » [Rapport]. - Washington: World Bank.
- Desrosières A., (2013),** « La mesure du développement : un domaine propice à l'innovation méthodologique », *Revue Tiers-Monde*, n°213, pp. 23-32.
- Dessillons S., Maurisse T. (2007),** *Les nouveaux conquérants. Qui a peur des entreprises des pays émergents ?*, Les Presses de Mines Paris – Paris Tech, Paris, Collection Libres Opinions.
- Dieye M., Abdoulaye., (2017),** « Cross-sectional analysis of case studies of selected African countries experience towards emergence: Stock-taking, lessons learned, and way forward »,

Second International Conference on the Emergence of Africa, (ICEA II), Abidjan, Côte D'Ivoire, March 28-30.

Djatcho D.,(2012),*Gouvernance territoriale et développement industriel à Douala*, Thèse de Doctorat, Université de Grenoble, Co-tutelle avec l'Université de Yaoundé 2/2002.

FMI. 2005. *Building Institutions*. World Economic Outlook. September 2005

Hausmann R., Pritchett L. et Rodrik D. (2005). *Growth accelerations*. August 2005, Harvard University

Kaufmann et al. 2005. *Governance matters, Governance Indicators for 19996-2004*. World Bank Policy Research Working Paper 3630. June 2005

Maddison, A. 2003. *The World Economy:Historical statistics*. 2003. OCDE

Meier, Gérald M. 1995. *Leading Issues in Economic Development*. 6th Edition. Page 7. Oxford University Press: New York. 1995

Myrdal, G. 1968. *Le drame asiatique*. New York.

Naudet D., (2006), « Les OMD et l'aide de cinquième génération. Analyse de l'évolution des fondements éthiques de l'aide au développement ». *Afrique contemporaine*, 218(2), 141-174.

Naudet J.-D., Delarue J., (2007), « Promouvoir les évaluations d'impact à l'Agence Française de Développement : renforcer l'appropriation et l'apprentissage institutionnels ». Série Notes méthodologiques n°02, AFD.

Naudet J.-D., DelarueJ., Bernard T., (2012), « Évaluations d'impact : un outil de redevabilité ? Les leçons tirées de l'expérience de l'AFD ». *Revue d'économie du développement*, 20(4), 27-48.

Ndikeu N., (2017), *Corruption et croissance économique au Cameroun : de l'effet direct et des effets indirects à travers la répartition des dépenses publiques*, Thèse de Doctorat, université de Rennes en Co-tutelle avec l'Université de Yaoundé 2.

Ngoa, T.H.(2017). *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi(DSCE) au Cameroun : Comment atteindre une croissance à deux chiffres ?* Cameroun, Afrédit.

North, D. 1990. «*Institutions, Institutionnal change and economic performance* », Cambridge University Press

OCDE. 2002. *Development is Back*. Édité par J. B; de Macedo, C. Foy et Ch. Oman

Ravaillon. 2001. *Pro-Poor Growth: A Primer*. Groupe de recherche sur le développement Banque mondiale. Washington.

- Rodrick, D. 2004 a.** *Rethinking growth policies in the developing world.* Lucas d'Agliano.
Lecture in development economics. oct. 2004. Torino
- Rodrick, D. 2004 b.** *Growth strategies.* August 2004. Harvard University
- Sachs, J. et Warner, A. 1995.** *Economic convergence and Economic Policies.* NBER Working
Papers Series. WP n° 5039. February.
- Sauvy A., (1952),** « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août, n°118,p. 14.
- Schumpeter J. A., (1947),** *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. fr., Paris, Payot
(1990), chap. 7 « Le processus de destruction créatrice », pp. 113-121.
- Sen A., (2000),** *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, (Chap. 1 et 2)
- Sen A., (2003),** *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, éd.
- Servet J.-M., (2007),** « Les illusions des Objectifs du millénaire», in Lafaye de Micheaux
et alii, op. cit., pp. 63-88.
- Severino J.M., Debrat J.M., (2010),** *Idées reçues sur l'aide au développement*, Ed. Le Cavalier
Bleu.
- Sgard J., (2008),** « Qu'est-ce qu'un pays émergent ? », in Jaffrelot C. (éd.), *L'enjeu mondial,
les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po-L'Express, p. 41-54.
- Uzawa, H. 1965.** *Optimal Technical Change in an Aggregative Model of Economic Growth.*
International Economic Review 6. P. 18-61.
- Williamson, O. 2000.** *The new Institutionnal Economics: Taking Stock, Looking Ahead.*
Journal of Economic Literature. Vol. XXXVIII. (Sept. 2000). PP 595-613.